



LDC5  
5TH UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON THE  
LEAST DEVELOPED COUNTRIES

Table ronde thématique de haut niveau 5

# Lutter contre le changement climatique et soutenir l'environnement

7 mars 2023

Doha time: 14:00 – 17:00

Thematic Roundtables Hall

Noted'orientation

#LDC5

## Contexte

Les pays les moins avancés (PMA) sont parmi les nations les plus vulnérables de la planète aux effets néfastes du changement climatique. Les catastrophes ont un impact disproportionné sur les PMA en termes de pertes économiques, de décès et de personnes disparues, de moyens de subsistance perturbés et de dommages causés aux infrastructures essentielles. D'après les données du Mécanisme de suivi du Cadre de Sendai, en 2020, les PMA ont signalé environ 26 % des personnes dont les moyens de subsistance ont été perturbés ou détruits par des catastrophes, alors qu'ils ne représentent qu'environ 15% de la population totale des pays concernés. Alors que les PMA représentent environ 4% du PIB des pays déclarants, ils ont subi 10 % des pertes économiques signalées et 6% des destructions ou dommages signalés aux infrastructures essentielles.

Les aléas climatiques sont à l'origine de la plupart des pertes économiques, et les PMA classent systématiquement l'alimentation, l'eau, les écosystèmes et les infrastructures parmi les systèmes les plus vulnérables. L'adaptation dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage est de première importance pour les PMA et peut avoir des répercussions majeures sur la sécurité alimentaire. Cela affecte les moyens de subsistance, en particulier ceux des segments les plus vulnérables de la société, ainsi que l'emploi. Les ressources en eau sont déjà soumises à de multiples pressions et sont très sensibles au changement climatique, comme la perturbation des régimes pluviométriques et l'augmentation de la fréquence des événements extrêmes ou à évolution lente. En outre, les effets du changement climatique peuvent agir comme un multiplicateur de menaces et déclencher ou exacerber des conflits, notamment pour des ressources naturelles rares.

Dans le même temps, les PMA sont riches en biodiversité et en ressources naturelles. Le Programme d'action de Doha, ainsi que d'autres accords internationaux pertinents, demandent de veiller à ce que les PMA soient en mesure de s'adapter et de réduire les risques de catastrophe plus rapidement que le rythme de l'aggravation des impacts climatiques. Les réunions COP26 et COP27 ont débouché sur plusieurs résultats importants pour les PMA, qui sont examinés ci-dessous. Le défi à venir est d'en assurer la mise en œuvre.

En outre, les PMA doivent recevoir le soutien nécessaire en termes de financement et de transfert de technologies afin de garantir qu'une forte croissance économique soit découplée des émissions, réduise plutôt que crée des risques de catastrophe, et n'érode pas leur base de ressources naturelles, ni ne dégrade leurs écosystèmes souvent fragiles.

Au cours des 21 années qui ont suivi la création du Fonds pour les pays les moins avancés, 51 PMA actuels et sortis de la catégorie ont eu accès à USD 1,75 milliard de subventions (en septembre 2022). Toutefois, la demande de ressources du fonds a continué à dépasser les fonds disponibles pour les nouvelles approbations. Dans le cadre du Fonds vert pour le climat, qui est le plus grand fonds dédié au cl



d'alerte précoce multirisques. Il est essentiel que ces informations sur les risques de catastrophe éclairent les décisions politiques et d'investissement dans tous les secteurs, tout en améliorant l'accès du public aux informations sur les risques de catastrophe et aux alertes précoces. L'intégration d'une approche tenant compte des risques dans la planification du développement et la politique économique, y compris la transformation structurelle et le développement des capacités productives, peut être soutenue par la mise en œuvre de stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe, multirisques et multisectorielles, alignées sur le Cadre de Sendai. Ces stratégies sont plus efficaces lorsqu'elles sont approuvées au plus haut niveau du gouvernement, soutenues par des réglementations et des législations, et liées à la politique économique et de développement, aux processus de planification et de budgétisation. Le Programme d'action de Doha souligne l'importance des systèmes d'alerte précoce multi-aléa. L'initiative "Alerte précoce pour tous" du Secrétaire général offre la possibilité de faire des progrès dans les PMA, qui sont les plus en retard.

L'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai constitue une excellente occasion d'évaluer les progrès réalisés par les PMA dans la mise en œuvre du C

**Questions directrices :** Les